



La Commune



LA DESCENTE AUX AFFAIRES DE MACRON

« On peut s'arrêter quand on monte, jamais quand on descend » - *

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 65 – lundi 17 septembre 2018

Un bras de fer est engagé entre le Sénat et l'Elysée. Nous n'en sommes pas les arbitres. La droite bonapartiste-gaulliste LR, dans cette joute, ne fait qu'exprimer le point de vue de cercles de l'Oligarchie capitaliste financière qui sont catastrophés par « l'art et la manière de servir » de l'Elysée, par son absence d'appui au sein de la population. La voilà accusée de vouloir, du haut de son bastion sénatorial, destituer Macron, pas moins. Et, à tout le moins, la question se pose.

Les arguties juridiques des uns et des autres suintent la sueur de la mauvaise foi et de la peur du vide.

Macron est en chute libre, mais pour reprendre un mot de Lénine, il ne « tombera pas si on ne le fait choir », par tous les moyens nécessaires, en toute occasion favorable.

Tentons de faire le point.



Chronique d'une chute de régime

Napoléon 1^{er} à la barre des témoins

Sénat - Macron : le face-à-face

Stop ou encore ?

La peur du vide n'évite pas le danger

Revenons-tout d'abord sur ce que les actualités sociales ont charriées ces derniers jours

Ce lundi 10 septembre , le quotidien l'**Humanité** nous apprend que Macron fait les poches des personnes handicapées placées sous tutelle : un seul décret pris le 31 août y a suffi. ¹ ...

Ce mardi 11 septembre , c'est au tour du **Figaro**, qui n'est pourtant pas le quotidien de la veuve, de l'orphelin et l'ouvrier qui alerte :

« **Plus d'un Français sur quatre n'a pas assez d'argent pour manger des fruits et légumes frais** »
2
....

« **le revenu universel d'activité** » ? Touchons-en deux mots : **ce « revenu », pécule de misère, promet d'être un revenu de servitude , nouveau « jaillissement » de suppressions d'emplois statutaires et conventionnels, réservoir de main d'œuvre gratuite. En lieu et place des minima sociaux existant : APL, RSA, ALS, AAH !**

Bon appart... sans Bail honnête

Si on apprécie les choses à l'aune des mesures qu'il prend, nous pourrions croire que Macron est l'équivalent français de la Dame de Fer, T

Il arrive encore que Macron soit considéré comme un « Bonaparte ». Il a sans doute un bon appart mais pas de bail honnête.

Plus sérieusement, Plus sérieusement, le régime de la 5^{ème} république repose sur le principe bonapartiste du chef de l'Etat prétendument « au-dessus de la mêlée », en position d'arbitre, s'adressant directement au peuple, et l'opposant volontiers au parlement, si celui-ci ne marche pas comme il l'entend.

« *Pour que l'Etat soit, comme il le faut, l'instrument de l'unité française, de l'intérêt supérieur du pays, de la continuité dans l'action nationale, je tenais pour nécessaire que le Gouvernement procédât, non point du Parlement, autrement dit des partis, mais, au-dessus d'eux, d'une tête directement mandatée par l'ensemble de la nation et mise à même de vouloir, de décider et d'agir. ..* » ³ .
Ainsi parlait De Gaulle.

Cette tête, c'est donc le Président de la République, chef de l'Etat. Celui qui veut, décide, agit.

Dès 1958, les socialistes dissidents qui forment le parti socialiste autonome, puis le Parti socialiste unifié (où M. Rocard a fait ses premières armes) alertaient :

« *Les textes constitutionnels soumis au référendum du 28 septembre constituent un très grave danger pour la démocratie. L'avènement du pouvoir personnel , la concentration des pouvoirs dans les mains du président de la république et la mise en tutelle des élus du suffrage universel en sont les caractéristiques* » ⁴ ...

Là où les monarchies constitutionnelles et les régimes parlementaires ordonnaient une stricte séparation des pouvoirs entre le pouvoir législatif de « faire les lois », le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif, le régime de 5^{ème} république les concentre entre les mains du Chef même si, formellement, la Constitution de 1958-62, amendée une bonne trentaine de fois depuis 1958, ordonne la séparation des trois « pouvoirs »... Sauf dans les cas prévus par cette même Constitution. Ce qui tourne aujourd'hui à la **confusion des pouvoirs en bande organisée** . Dans le meilleur des cas possibles, le chef de l'Etat « supervise ».

Or, dans ce « dispositif », bien qu'il tente de faire évoluer les choses « républicaines » vers la Monarchie absolue, Macron, survenu à la suite de carambolages pré-électorales (qui ont fait litière de tous les « Bonaparte » présomptifs) n'a pas du tout la tête de l'emploi. Ni le profil.

Napoléon 1^{er} à la barre des témoins

Le mieux serait d'appeler Napoléon à la barre de la commission sénatoriale d'enquête. Il ne manquerait pas d'y prodiguer :

- « *Un souverain qui s'attache à une faction fait pencher la barque et hâte le naufrage* » -

- « *La susceptibilité d'un gouvernement accuse sa faiblesse* »,
- « *Un sot n'est qu'ennuyeux, un pédant est insupportable* »,
- « ***On peut s'arrêter quand on monte, jamais quand on descend*** » -
- « *Dans la position où je suis, je ne trouve de noblesse que dans la canaille que j'ai négligée et de canaille que dans la noblesse que j'ai faite* »,
- « *Un usurpateur a eu trop de maîtres pour ne pas commencer par être absolu* »⁵ ...

Evidemment, le Bonapartisme de « l'âge d'or » dépasse de loin le Bonapartisme rabougri de notre époque de putréfaction du capitalisme. Mais, dans le cas précis de Macron, il n'y a plus de Bonapartisme du tout.

Chef d'une république bananière à court de bananes

Il est le chef d'une République bananière à court de bananes : il n'a aucune « assise » au sein de la population. La croissance sur laquelle il misait n'est plus de mise. Son indice de la popularité s'effondre. Sa Cour des miracles LaRem connaît les tiraillements et déchirements internes, comme vient de le rappeler l'épisode pitoyable de l'élection du Président de l'Assemblée nationale, ces tout derniers jours.

Pour satisfaire aux exigences des commissaires de l'UE et de la réduction de la Dette publique totalement illégitime mais juteuse pour les banques, l'Elysée doit réformer dans tous les sens, racketter la population par tous les moyens (ainsi, même si vous n'avez pas téléviseur, vous serez probablement sommés de payer la redevance), programmer des suppressions de postes à l'Ecole, couper les vivres aux départements et aux communes, continuer à vendre des armes aux Etats « immoraux » terroristes de masse.

Benalla split

Split en anglais veut donc dire « Divisé ». C'est peu de le dire. Les déboires entre le Sénat et Macron nous confirme dans l'idée que Macron n'est ni un Napoléon dévalué, ni un César et encore moins ce Jupiter annoncé par des Médias médusées.

Certains se souviennent de l'attitude de sphinx qu'adopta impérieusement Mitterrand lorsque le Sénat mené par Pasqua pratiquait l'obstruction systématique et la « résistance ». Ou du mépris presque amusé avec lequel, en 1962, De Gaulle le toisa.

Lorsqu'éclata l'Affaire Cahuzac, Hollande s'empressa de faire le dos rond. « *La susceptibilité d'un gouvernement accuse sa faiblesse* », avait professé Napoléon.

Et, comme dirait Fillon, Qui imaginerait De Gaulle, Mitterrand et même Sarkozy ou Hollande téléphoner, l'écume aux lèvres, au président du Sénat ?

Qu'est ce qui pourrait encore retenir la chute ?

Oh, si la « descente aux affaires » de Macron et sa bande nous réjouit, nous ne pavoisons pas

- puisqu'il est en capacité de présenter son Plan anti-pauvres de charité bien ordonné opposée à « la certitude du droit » que défendait Jean Jaurès,
- Puisqu'il peut menacer l'existence du système de retraite, tous régimes confondus et puisque ses opposants de gauche se comportent comme ses obligés, en essayant toutes les combinaisons cryptées possibles pour qu'il reste en place, inamovible jusqu'en juin 2022.

... Sans compter le fait que les confédérations ouvrières, si elles parviennent à produire des communiqués communs en vue d'une action de 24 heures, n'adoptent pas une position commune conforme à ce que les salariés sont en droit d'attendre de leurs responsables syndicaux nationaux: position commune pour le retrait définitif et total du projet de « régime universel des retraites », pour le retrait du projet « action publique 2022 » contre les trois Fonctions publiques (Etat, territoriale, hospitalière), de Parcours-sup et pour la satisfaction des revendications vitales pour les salaires et les emplois.

Répercussions de la crise politique « à gauche »

A gauche de ce qui sert d'échiquier politique, la dislocation des chairs se poursuit. Nous n'allons pas abreuer cette chronique des convulsions qui agitent le bocal du clan mélenchoniste qui coiffe la France

insoumise. L'enjeu nous dépasse : les élections dites « européennes », le faux clivage entre « progressistes » et « populistes » dans cette non moins fausse « Europe ».

Ne parlons des tractations entre Mélenchon et une partie du PS, de la soudaine fâcherie entre parlementaires dit « insoumis » et les « partenaires » du Parti communiste en phase terminale. Les tentatives d'accord avec monsieur Hamon. Ce n'est pas les Corbière, Coquerel et autres Ruffin étaient ... Insoumis.

Voilà avec quoi ces gens-là voudraient nous tenir en haleine jusqu'au mois de juin.

Comme si la « descente » de Macron devait tous les emporter avec lui dans cette spirale.

Tous prient, entre deux fulminements, que Macron tienne jusqu'au bout, tous espèrent que ne s'ouvre pas la brèche dans laquelle la colère des masses s'engouffrerait, créant ainsi une position de départ vers un nouveau régime **pour et par les millions d'exploités et d'opprimés qui vivent et luttent.**

Tous calculent et espèrent une récompense, un « partage des pouvoirs ». Tous craignent d'être, balayés du mouvement social.

Pour notre part, nous ne changeons pas de cap :

- **pour rompre tout dialogue avec Macron autour de ses réformes**
- **pour un combat victorieux**
- **pour en finir avec Macron**

Lundi 17 septembre 2018

1 <https://www.humanite.fr/justice-macron-fait-les-poches-des-gens-sous-tutelle-660406>

2 <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/09/11/01016-20180911ARTFIG00014-plus-d-un-francais-sur-quatre-n-a-pas-assez-d-argent-pour-manger-des-ruits-et-legumes-frais.php>

3 De Gaulle, extrait des « *mémoires d'espoir - le renouveau 1958-1962..* » Presse Pocket. Page 12

4

5 Extraits de : ***Maximes et pensées de Napoléon - Choisies et présentées par Honoré de Balzac*** - Editions de Fallois- Paris, 1999.

Modifié le lundi 17 septembre 2018

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>